



L'ENSEIGNEMENT DE L'ALLEMAND EN SUISSE ROMANDE: HISTOIRE D'UNE LANGUE EN DIALOGUES (1790-1940)

Als Deutsch 1790 zum ersten Mal in eine öffentliche Schule in der Romandie eingeführt wurde, war der Lehrplan schon von mehreren Sprachen besetzt. Der Artikel zeigt, wie sich der DaF-Unterricht in einem ständigen Dialog mit den benachbarten sprachlichen Fächern entwickelt hat und welche Auswirkungen der gesellschaftliche Kontext darauf hatte. So bekommen im Laufe der Zeit die mit dem Sprachunterricht dauernd assoziierten Begriffe eine wechselhafte Bedeutung: alt oder modern, national oder international, fremd oder „mütterlich“, Dialekt oder Standard. Diese Unterschiede werden hier systemisch wahrgenommen. Die Erfahrung, die der Deutschunterricht in der Westschweiz in den letzten zwei Jahrhunderten gesammelt hat, lädt zu einer optimistischen Vision seiner Zukunft ein.

● Blaise Extermann IUFE Genève



Blaise Extermann est chargé d'enseignement à l'Institut universitaire de formation des enseignants (IUFE) à Genève. Il est également professeur d'allemand dans l'enseignement secondaire genevois, au Collège Voltaire. Après une thèse de doctorat sur l'histoire de l'enseignement de l'allemand en Suisse romande, il étend ses recherches historiques à l'ensemble des enseignements linguistiques et à d'autres aires géographiques.

Apprendre l'allemand en Suisse romande: ce programme relève de l'évidence et soulève pourtant un scepticisme continu devant les difficultés de l'entreprise. Cela requiert un effort de volonté, dit-on. La Suisse est une *Willensnation*. Ici, le germanisme est de mise. Il exprime ce lien confédéral entre cantons de langues différentes, auquel nous tenons. La volonté, également politique et individuelle, de promouvoir l'enseignement des langues nationales. Mais que se passe-t-il si cette volonté faiblit? Qu'advient-il de l'enseignement de l'allemand si l'anglais le supplante dans les échanges entre Confédérés? Et si le dialecte prend le pas sur l'allemand standard? Quelles conséquences politiques ces évolutions auront-elles? En traçant à grands traits l'histoire de l'enseignement de l'allemand en Suisse romande, cet article essaie de montrer comment ces questions rejoignent celles qui se sont posées autrefois aux hommes et aux femmes qui en ont promu l'enseignement, dans un plan d'études occupé par plusieurs langues.

Une autre langue étrangère en regard d'une autre langue maternelle

Le Père Girard (1765-1850), célèbre pédagogue fribourgeois, dresse à la fin de sa vie le plan d'une instruction publique pour le canton de Fribourg. Pour toutes les écoles du canton, il prévoit l'enseignement du français, de l'allemand et du latin dès le plus jeune âge. Même si ce plan n'a jamais été réalisé¹, il offre un excellent point de vue sur la position de l'allemand par rapport au français et au latin, au moment où il s'inscrit dans les plans d'études. C'est l'occasion aussi de se demander quelle est la part d'innovation et la part de continuité dans l'œuvre de ce pionnier.

Disons-le d'emblée: ce n'est pas dans l'enseignement précoce et conjoint de trois langues que réside la nouveauté de la proposition du Père Girard. Un fait frappe l'observateur d'aujourd'hui: le plan du pédagogue fribourgeois ne prévoit pas de différence méthodologique entre langue maternelle et étrangère, moderne et ancienne. En cela, il rejoint des pratiques et des idées courantes à l'époque. Dans

¹ Il est resté à l'état manuscrit dans les archives, sans date, mais datable à 1847.

les écoles latines, en particulier en terres catholiques proches de la frontière linguistique, un enseignement parallèle en allemand et en français, dans la langue de jeunes élèves assis dans la même classe, est fréquent. Il sert d'enseignement propédeutique à ceux qui poursuivront leurs études en latin. Dans le canton de Vaud, on demande aux pasteurs des paroisses allemandes s'ils peuvent intégrer des francophones aux leçons qu'ils donnent aux enfants de leur communauté. Dans le Jura, la forte présence des germanophones a dû donner lieu à de semblables contacts. Il faut se représenter la Suisse romande au début du 19^e siècle comme un espace généralement et diversement multilingue. En cela, il n'est pas une exception, non seulement quand on le compare aux cantons alémaniques de l'ancienne Confédération ou aux Grisons. Car la France de l'Ancien Régime présente les mêmes caractéristiques. Les travaux de Norbert Furrer (2002) ont mis en évidence non seulement la richesse du répertoire propre à la population du territoire helvétique, mais aussi les contacts entre les langues, les déplacements des individus à travers l'Europe. Alors même que la pénétration du français dans les campagnes romandes a été plus rapide et plus complète qu'en France, le Pays de Vaud connaît encore de nombreux patois bien distincts les uns des autres. Certains patriciens genevois parlent encore le patois dans leurs rapports avec les paysans au temps de la Révolution française. Que cela soit encore plus marqué en Valais et à Fribourg est bien connu. Il ne faut pas perdre de vue cette configuration multilingue: elle a des incidences sur la manière de concevoir l'enseignement des langues à l'époque où les langues étrangères et modernes s'établissent peu à peu dans les écoles publiques.

Sa vie durant, le Père Girard œuvre à l'instruction du peuple dans la langue française. Ce faisant, il joint une conception rationaliste et une vision romantique de l'éducation. Il s'agit d'éduquer le peuple à la raison, par l'école. Seule une langue formalisée dans sa grammaire peut le faire et le Père Girard rompt ainsi avec l'habitude des ecclésiastiques de s'adresser au peuple dans son parler. Mais il insiste par ailleurs sur le lien affectif que doit entretenir tout locuteur avec sa langue. Celle-ci sera donc une langue maternelle, et ce sera le français et non le patois.

Alors que ce français devient langue maternelle, il est largement langue étrangère

par un autre aspect. Il est la langue la plus recherchée par la bourgeoisie libérale européenne qui combine ses intérêts économiques et ses emprunts à la culture aristocratique. Elle opte massivement pour ses pratiques en matière d'apprentissage linguistique: engagement d'un personnel de maison allophone, voyage à l'étranger, séjour en pension, ou leçons de maitres privés.

L'attrait du français fait que le flux est beaucoup plus fort de la Suisse allemande vers la Suisse romande que l'inverse. Et il le restera encore longtemps. La pratique du *Welschlandjahr* a également amené de très nombreux jeunes Alémaniques en Suisse romande.

De nombreux jeunes Romands, pour leur part, quittent la Suisse romande pour se faire gouvernante, domestique ou précepteur à l'étranger et faire valoir leur maîtrise du français. Les pays choisis sont majoritairement germanophones. L'Empire russe arrive en seconde position.

Que devient l'allemand en Suisse romande devant ce succès du français? Après trois siècles de domination bernoise sur le Pays de Vaud, la langue allemande était très peu connue de la population, comme en atteste la correspondance avec la chancellerie bernoise. Les patriciens bernois sont largement francophiles et s'adressent eux aussi à leurs sujets dans leur langue. Mais la position privilégiée du français n'explique pas tout. Il en va plus largement de l'exercice du pouvoir. Dans l'Europe de l'Ancien Régime, l'homogénéité linguistique ne s'est jamais imposée comme une condition nécessaire à la gouvernabilité des territoires. L'histoire de chaque canton bilingue en Suisse en témoigne à sa façon. Avec le prestige croissant des universités allemandes, le voyage en Allemagne prend encore une autre signification pour les aspirants aux professions libérales et la fin du 18^e siècle voit augmenter la demande d'apprentissage de l'allemand. À Neuchâtel, à Fribourg, les familles s'organisent, soit par l'intermédiaire des journaux qui se multiplient, soit par leurs réseaux personnels, pour échanger leurs enfants. Dans les villes, les maitres de langues rivalisent pour profiter de cette demande et compléter leurs chiches revenus par la publication de manuels.

Pendant ce temps, les collèges existants, lointains héritiers de la Renaissance, enseignent les langues anciennes, avec le latin en tête. Ils sont soumis à de nombreuses critiques: on leur reproche de ne pas conduire à la maîtrise de la langue, et

L'ordre social ne peut donc passer simplement par l'entente de concitoyens qui se comprendraient directement car ils connaîtraient la langue de l'autre.

2 Voir par exemple *l'Essai sur les études à faire au Collège de Neuchâtel*, de 1787, par P.O. Petitpierre (texte accessible en ligne par le catalogue Renouveau).

l'on exige que l'on enseigne le latin comme une langue vivante². Ou à l'inverse, on les exhorte à se détourner de l'usage du latin, pour promouvoir la connaissance du français. Dans ce contexte, les rares familles qui leur confient leurs enfants font de l'institution scolaire un usage sélectif: elles les retirent après quelques années seulement, quand elles estiment suffisante l'instruction reçue ou quand les moyens pécuniaires ne permettent plus de financer les études. Les «classes» de ces collèges accueillent plusieurs années durant des élèves qui composent ainsi des ensembles hétéroclites, sans commune mesure avec ce que nous appelons aujourd'hui classes hétérogènes.

Une langue nationale dans des institutions cantonales

Le programme du Père Girard participe pourtant bel et bien des initiatives innovantes dans la sphère de l'éducation. À la suite des «philanthropes» des Lumières, il contribue à l'établissement d'une instruction publique accessible au plus grand nombre. Aussi son œuvre principale est-elle la multiplication d'écoles primaires organisées selon les principes de l'enseignement mutuel, où les élèves les plus avancés servent de tuteurs aux débutants. Par ailleurs, Girard réoriente l'enseignement religieux vers une éducation morale éclairée par la raison, ce qui modifie fortement les contenus enseignés. Ces deux motifs lui attirent l'opposition des milieux conservateurs. Dans les cantons à majorité radicale, comme Vaud et Genève, la sécularisation est plus marquée. L'adjectif *national* s'oppose davantage à *clérical* qu'à *cantonal*. Est *national* ce qui relève du contrôle des nouvelles institutions publiques. L'instruction religieuse et le renouvellement du corps ecclésiastique ne sont plus la vocation ultime de l'instruction publique.

Mais sommes-nous encore en train de parler de l'allemand langue étrangère? Absolument. L'histoire traditionnelle de l'enseignement des langues modernes s'est longtemps figée sur une conception

étroite des méthodes. La méthode discutée par les contemporains de Girard, c'est d'abord l'organisation d'écoles selon un ordre adapté aux temps nouveaux. Dans ce contexte, l'enseignement de la grammaire revêt une signification particulière. La vertu structurante de la grammaire pour la formalisation des langues et pour l'éducation des individus à la raison vaut aussi pour l'institution. L'ordre grammatical est le fondement d'un plan d'étude graduel, d'une organisation en classes d'âge désormais bien découpées et dotées d'un programme précis. Or, l'enseignement des langues vivantes échappait entièrement à cette logique: ses formes anciennes – apprentissage «naturel», par immersion, en autodidacte, par cours individuels – auront beaucoup de difficulté à se couler dans le moule de l'enseignement par classe. Les premiers cours durables d'allemand dans un collège public, à Neuchâtel, dès 1790, témoignent de ces difficultés.

Pourtant, l'allemand va devenir langue nationale en bonne partie par les vertus de cette nouvelle organisation et des nouvelles finalités de l'instruction publique qui voit le jour dans le deuxième tiers du 19^e siècle.

Dans la Constitution fédérale de 1848, les langues nationales (trois à l'époque) font l'objet d'un seul article laconique, ajouté tardivement au texte fondateur (art. 109). La cohésion constitutionnelle de la Confédération trouve son garant, à l'époque, davantage dans le nouveau partage des prérogatives entre les cantons et l'État fédéral. Encore une fois, la diversité linguistique n'a jamais gêné l'organisation politique, par le passé. En revanche les conflits entre groupes sociaux et confessionnels sont d'une actualité brûlante.

L'ordre social ne peut donc passer simplement par l'entente de concitoyens qui se comprendraient directement car ils connaîtraient la langue de l'autre. La médiation d'institutions démocratiques est essentielle, prioritaire. Et cet équilibre s'effectue d'abord au sein des cantons, dont relève l'instruction. Les langues étrangères suivront. Ou même, pour le public malgré tout restreint auquel s'adressent les nouveaux établissements secondaires, leur apprentissage n'est pas lié à l'enseignement scolaire, mais effectué selon les anciennes modalités déjà mentionnées.

On entend bien sûr, au cours des débats parlementaires sur les réformes de l'en-

seignement secondaire de l'époque, des voix réclamer l'enseignement de l'allemand en raison de la nouvelle appartenance des cantons romands à la Confédération helvétique. Mais on demande aussi l'enseignement de l'anglais et de l'italien, pour prendre en compte les besoins commerciaux de la société. Il existait du reste une tradition qui envisageait l'enseignement des langues étrangères au pluriel: nombreux sont les manuels qui proposaient simultanément l'apprentissage de plusieurs langues³, nombreux aussi les maîtres qui s'employaient à les enseigner chacune.

Or, cette pluralité dérange l'institution, argumentent les régents des collèges établis. Tandis que le latin, également inutile à tous et nécessaire aux études de chacun, est susceptible de rassembler l'élite au-delà du clivage des intérêts particuliers et représente de la sorte la langue la plus appropriée à une institution nationale. Ce n'est pas un argument spécieux, puisqu'il contribuera à établir le latin, à la fin du siècle et jusqu'en 1968, comme condition nécessaire au certificat fédéral de maturité, permettant l'accès aux facultés de médecine du pays, alors que la maîtrise de la seconde langue nationale ne jouait qu'un rôle bien secondaire.

Il se trouve aussi des députés, au sein des parlements cantonaux romands des années 1830 et 1840, qui font remarquer que les Confédérés parlent le dialecte davantage que le haut allemand. Mais devant l'engouement suscité par l'affirmation des langues modernes formalisées, l'argument n'a que peu de poids. On admire justement la langue allemande qui vit alors sa période classique et qui atteint au prestige du grec, dit-on. Et la Grèce, précisément, s'émancipe de la tutelle ottomane, trouvant un large soutien dans le mouvement philhellène. Et on lui donne pour roi un prince bavarois...

Langues anciennes et modernes continuent un dialogue qui est loin de se résumer à une querelle de méthodes concernant leur apprentissage.

La Belle Époque de l'allemand scolaire

Pourtant, la querelle des méthodes occupe les esprits au passage du 19^e au 20^e siècle. En 1880 débute un mouvement dans tout le monde occidental: la réforme de l'enseignement des langues vivantes. Celles-ci revendiquent le statut d'humanités modernes et obtiennent une entière

reconnaissance dans les plans d'études de l'enseignement secondaire.

Le socle de cet enseignement est la littérature, qui se détache alors de ses usages scolaires précédents, comme soutien à l'étude des langues anciennes ou de la langue maternelle, par l'acquisition des codes stylistiques *via* la traduction. La littérature est présentée comme l'expression ultime du génie des nations, puis comme chefs d'œuvre de génies individuels, contribuant ainsi au développement de la personnalité de l'élève, par le ressort de l'admiration.

La discussion méthodologique est plus vive dans les degrés inférieurs de l'enseignement secondaire. La méthode directe, qui ambitionne d'enseigner l'allemand par l'allemand, dans un rapport immédiat aux choses, sans recours à la traduction, est rejetée par les partisans d'une approche grammaticale de la langue, sans visée utilitaire. Le contexte social pèse beaucoup sur le débat, souvent sans être évoqué. Les langues étrangères sont recherchées par une population plus large. L'instruction publique perfectionne son système scolaire en essayant à la fois d'étendre l'offre de formation, de bien distinguer les filières et de les relier par une coordination minimale. L'enseignement de l'allemand commence à l'âge où les enjeux scolaires sont les plus sensibles: entre 10 et 14 ans. La jointure entre enseignement primaire, secondaire et gymnasial, communal et cantonal, se fait mal. Les degrés se recourent, les transferts sont difficiles, mais leur possibilité est indispensable à un système qui se fonde officiellement sur le mérite individuel. Pour l'enseignement de l'allemand, on envisage, dans les cantons de Vaud et de Genève, une méthode unique pour ces différentes écoles (y compris celles de l'enseignement féminin) qui puisse contribuer à la cohérence de l'ensemble. Ce programme ambitieux correspond à une politique volontariste dont les maîtres n'ont pas l'habitude et qui remet en cause leurs prérogatives. Par ailleurs, l'ouverture relative de l'enseignement secondaire nécessite l'engagement de nouveaux enseignants. De nombreux instituteurs primaires font valoir leur formation pédagogique et accèdent ainsi aux premiers degrés du secondaire, moyennant un complément de formation universitaire et des voyages en Allemagne. Bien souvent, ce sont eux qui se font les pionniers de la méthode directe auprès de leurs collègues.

3 Cette tradition vivace remonte notamment aux ouvrages de Comenius et à leurs adaptations multilingues. Les *Bildersaal für den Sprachenunterricht* du Zurichois Gusatv Egli, parus au début du 20^e siècle, en sont un exemple éloquent. Voir <http://www.e-helvetica.nb.admin.ch/directAccess?callnumber=nbdig-56532>.

4 En 1925, le Conseil fédéral refuse la création de la maturité moderne à laquelle nombre d'enseignants (y compris de langues modernes) s'opposaient également.

La pression sur l'institution scolaire s'exerce d'une autre façon encore. L'enseignement privé des langues connaît un fort succès. Les associations de commerçants pallient le défaut de formation professionnelle en organisant leurs propres cours. Les membres s'inscrivent librement aux cours qu'ils souhaitent. L'allemand apparaît à la tête du classement, avant même la comptabilité. Les écoles de commerce ouvrent les unes après les autres et misent sur l'enseignement des langues étrangères. Au rang de celles-ci figure en bonne place... le français. Le taux de population étrangère dans les villes romandes, à la Belle Époque, est très élevé et les écoles de commerce essaient d'attirer des élèves en faisant de la publicité à l'étranger. Les taxes scolaires constituent un apport financier indispensable à la viabilité des nouvelles institutions. De leur côté, les facultés de lettres des nouvelles universités romandes ouvrent des séminaires de français moderne et des cours de vacances qui atteignent facilement le tiers de leurs effectifs estudiantins.

À la même époque, dialectes, patois et langues régionales connaissent une nouvelle vigueur et il s'agit aussi d'un mouvement international. Il est soutenu, dans chaque pays, par une nouvelle conscience du patrimoine culturel et paysager, menacé par l'industrialisation. Les manuels de langues se parent d'images patriotiques. En Suisse romande, ils n'intègrent pas d'éléments de dialectes. En revanche, on observe les premières tentatives de cours facultatifs de suisse allemand. Et de nombreux enseignants contribuent à l'élaboration des glossaires de dialectes ou de patois, bien au-delà de l'appartenance linguistique de chacun. Au programme des cours de vacances de l'Université de Bâle à l'attention des maîtres d'allemand francophones en 1919 figure ainsi un cours en allemand sur les patois romands! Le soin accordé aux parlers populaires n'éloigne pas les Confédérés les uns des autres, il les rapproche sur le plan symbolique.

Les langues nationales au péril de la guerre et du purisme monolingue

La Première Guerre mondiale est en revanche une rude épreuve pour la cohésion nationale helvétique. La tension était montée entre francophones et germano-

phones, chacun dénonçant les visées expansionnistes du voisin. L'enseignement des langues nationales revêt alors une nouvelle dimension. En 1914, un écrivain alémanique, Konrad Falke (1880-1942), publie un plaidoyer pour l'enseignement généralisé des trois langues nationales dans tous les gymnases du pays. Il n'est pas suivi. On lui oppose la raison scolaire: la stabilité de l'institution, l'équilibre des plans d'études⁴.

A vrai dire, le lien entre la guerre et l'enseignement des langues est complexe. Bien sûr, les conflits mondiaux infligent des torts incommensurables à l'image de l'Allemagne parmi les francophones. En France, toutefois, l'allemand n'a été la première langue étudiée devant l'anglais que durant une seule période de son histoire: après la défaite de 1870 et jusqu'en 1914, à l'époque du ressentiment le plus fort. La connaissance de la «langue de l'ennemi» était considérée comme un avantage stratégique majeur. D'autre part, le conflit franco-allemand a renforcé la tendance de l'enseignement humaniste à une vision idéaliste de la culture allemande, au détriment de l'usage trivial de la langue, référant à une actualité inacceptable.

Plus encore que les conflits armés, un autre phénomène freine le déploiement de l'enseignement des langues dans les écoles publiques: le climat anxieux de monolingues inquiets de leur survie et qui redoutent la «guerre des langues» autant qu'ils la promeuvent. Alors que Romands et Alémaniques se penchent sur la richesse de leur patrimoine linguistique, ils développent en même temps une hantise du bilinguisme. Parler plusieurs langues est une hybridation inquiétante: la langue contaminée perdrait de sa valeur et priverait les individus de leurs racines identitaires. Les inquiétudes du temps produisent un purisme prononcé et chaque langue se replie sur elle-même. La préservation de l'identité helvétique n'est possible que si chacun cultive sa propre langue et ses traditions. Elle ne permet que la connaissance de la langue des autres Confédérés que sous une condition sévère: que les langues ne se mélangent pas entre elles.

Devant les menaces expansionnistes des totalitarismes, la Suisse érige le romanche en quatrième langue nationale, en 1938. La menace naît de la rivalité des

langues voisines. Déjà, cependant, se pose la question d'une langue internationale. Le prestige de la langue française dans toute l'Europe et l'hégémonie des langues anciennes avaient déjà confronté les enseignants de langues et les autorités scolaires aux rapports problématiques d'une langue dominante et des langues minoritaires dans les plans d'études gymnasiaux. L'anglais, quant à lui, s'affirme dès le 18^e siècle comme une langue mondiale en expansion. Un siècle plus tard, il se fait une place dans les programmes de maturité, où il peut remplacer le grec. Cette possibilité était aussi offerte à l'italien qui subira ainsi le premier la concurrence de l'anglais. Au début du 20^e siècle, l'allemand, pour sa part, semble bien protégé par son statut de langue nationale et de langue de culture.

Il n'y a pas alors de confrontation directe en Suisse romande entre l'allemand et l'anglais. Les professeurs des deux langues tiennent un discours convergent. L'étude des manuels laisse entrevoir parfois une tonalité différente: une plus grande ouverture à la modernité industrielle, à la littérature pour la jeunesse, du côté des anglophones, sans que le contraste soit marqué. Mais dans le fond, les professeurs d'anglais entendent plutôt contribuer à un humanisme universel plutôt que de se revendiquer d'une plus grande utilité. Ils n'entendent pas non plus se prévaloir d'une dimension internationale, laissant à leurs collègues germanistes la légitimité nationale. Ils aspirent même à contribuer au patriotisme helvétique, en soulignant les liens culturels entre l'Angleterre et la Suisse, l'admiration des visiteurs anglais pour les Alpes, les valeurs libérales communes. De leur côté, les professeurs d'allemand n'ont répondu qu'avec réserve aux injonctions du Conseil fédéral d'œuvrer à une éducation nationale soutenant la cohésion du pays, du temps de la Première Guerre mondiale. Ils ne revendiquent donc pas le statut national de leur discipline au détriment de leurs collègues d'anglais. Leur participation la plus visible est l'ouverture du répertoire des lectures à des auteurs suisses, Gottfried Keller en tête.

En fait, avant 1940, quand les pédagogues réfléchissent aux défis posés par la cohabitation des langues et à la possibilité d'une langue internationale, c'est

plutôt vers l'espéranto que se tournent leurs pensées: une langue auxiliaire internationale neutre qui permette l'épanouissement de chaque langue, même minoritaire. L'auteur du manuel de *Schwyzertüütsch* qui a recueilli le plus de succès⁵, Arthur Baur, était en même temps un promoteur de l'espéranto et un défenseur du romanche. Du côté romand, Edmond Privat (1889-1962), enseignant d'anglais à l'Université de Genève, s'est fait un ardent partisan de l'espéranto. Leurs tentatives de promouvoir soit le dialecte, soit la langue internationale dans l'enseignement public n'ont toutefois pas abouti, au grand soulagement d'un éminent professeur d'allemand, Manfred Schenker (1883-1970), qui s'était opposé, dans la presse, aux projets du DIP genevois d'introduire, à titre d'essai, l'espéranto à l'école primaire, dans les années 1920.

Vers un dialogue des langues renouvelé

Avant et pendant l'épreuve du nationalisme, en dépit des nombreuses contraintes, l'allemand scolaire n'a donc cessé de se développer et de se transformer, dans un dialogue constant avec les autres langues du plan d'étude, ainsi qu'en relation avec le milieu institutionnel et culturel dans lequel il était plongé. Encore notre parcours n'est-il pas complet. Aux contacts des langues qui ont modelé l'allemand scolaire au début du 20^e siècle, il faudrait encore ajouter quelques mutations marquantes: l'adoption des caractères latins et l'abandon de l'écriture dite «gothique» qui a suscité des questions de fond, tant idéologiques, que pédagogiques; le développement de la sténographie qui instaurait un autre rapport à la technique et aux usages professionnels de la langue; la mise au point d'un alphabet phonétique international, puis du phonographe, qui modifiait la perception de la langue parlée. Nous nous arrêtons en 1940. Avant la massification de l'enseignement secondaire. Avant la construction de la Communauté européenne, des mass media, de l'économie globalisée, de l'ère numérique. Et la langue allemande avait déjà, avec ses sœurs du plan d'études, une expérience inestimable du dialogue entre les langues. Une expérience qui la qualifiait d'ores et déjà pour les défis à venir.

⁵ La première édition date de 1939 et la 13^e en 2013.

Indications bibliographiques

Büchi, Ch. (2015). *Mariage de raison. Romands et Alémaniques. Une histoire suisse*. Genève: Zoé.

Criblez, L. (1998). «Sprachliche Vielfalt als nationales Bildungsprogramm». In: S. Guex et al. *Krisen und Stabilisierung. Die Schweiz in der Zwischenkriegszeit*. Zurich: Chronos.

Elmiger D., Forster S. (2005). *La Suisse face à ses langues: histoire et politique du plurilinguisme, situation actuelle de l'enseignement des langues*. Neuchâtel: Institut de recherche et de documentation pédagogique.

Extermann, B. (2013). *Une langue étrangère et nationale. Histoire de l'enseignement de l'allemand en Suisse romande, 1790-1940*. Neuchâtel: Alphil.

Extermann, B. (2017). *Histoire de l'enseignement des langues en Suisse romande, 1725-1945*. Neuchâtel: Alphil.

Furrer, N. (2002). *Die vierzigsprachige Schweiz. Sprachkontakte und Mehrsprachigkeit in der vorindustriellen Gesellschaft (15.-19. Jahrhundert)*. Zürich: Chronos.

Gyr, U. (1989). *Lektion fürs Leben. Welschlandaufenthalte als traditionelle Bildungs- Erziehungs- und Übergangsmuster*. Zürich, Chronos.

Widmer, J., Coray R., Acklin Muji D., Godel E. (2004). *Die Schweizer Sprachenvielfalt im öffentlichen Diskurs / La diversité des langues en Suisse dans le débat public. Eine sozialhistorische Analyse der Transformationen der Sprachenordnung von 1848 bis 2000 / Une analyse socio-historique des transformations de l'ordre constitutionnel des langues de 1848 à 2000*. Bern etc.: Peter Lang.

Widmer, J. (2004). *Langues nationales et identités collectives*. Paris: L'Harmattan.